Jours fériés, dimanches et heures supplémentaires non payé·es : un début de déblocage

Le 8 octobre 2026

Lors de la Commission de Gestion Prévisionnelle des Ressources Humaines qui s'est réunie jeudi 1er octobre 2026, la CGT-Culture a de nouveau interpellé le ministère de la Culture sur les retards de paiements faramineux que subissent de très nombreuses et nombreux agent·es rémunéré·es directement par le ministère.

Les multiples remontées de personnels à la CGT-Culture nous permettent de dire que ces retards représentent, pour certain·es agent·es contractuel·les et titulaires, plusieurs centaines voire milliers d'euros non rémunérés.

Cette situation a de lourdes conséquences sociales pour ces personnels qui sont très souvent de catégorie C, et subissent donc déjà des salaires très bas. L'impact se fait sur de nombreux éléments de rémunération (dimanches, jours fériés, heures supplémentaires, remboursement du Pass Navigo, indemnités de télétravail ...)

Nous avions le 19 mars dernier adressé une lettre ouverte à la ministre dénonçant ces graves manquements pour qu'elle intervienne sans délai. L'engagement de la ministre lors du CSA Ministériel du 6 avril (voir notre communiqué) a, depuis, produit quelques règlements de retards dans les structures où le travail de recensement des rémunérations dûes avait été possible. Mais cet engagement est loin de couvrir toutes les situations de dette ministérielle.

À la suite de notre communiqué d'alerte du 16 septembre et des échanges que nous avons eus lors de la réunion de négociation du préavis de grève pour la mobilisation fonction publique du 29 septembre, l'administration nous a informé·es que certaines déclarations d'éléments non payés **antérieures à avril 2026** ont été portées à sa connaissance depuis la rentrée de septembre et concernent **5 établissements publics et services à compétence nationale**.

La CGT-Culture a d'ores et déjà transmis des listes d'agent·es au SRH qui s'est engagé à étudier leurs dossiers et à régulariser leur situation sur la paye de novembre.

En outre, l'administration nous indique qu'un **outil de déclaration des éléments variables**, Tempo, a fait l'objet de tests concluants et est en cours de déploiement dans les SCN et les EP et sera **déployé à l'ensemble du réseau d'ici fin 2027**.

La CGT-Culture, qui continue d'être alertée par des agent·es en situation de retard de paiement, exige un plan d'apurement total de la dette du ministère comprenant :

- L'information de chaque agent ·e du calendrier de paiement rapide le concernant
- L'indication sur les fiches de payes des dates des services faits pour permettre aux agent·es de suivre la régularisation de leur situation
- Le retour de l'expertise sur les raisons du blocage de paiements et des mesures d'urgence pour débloquer la situation en CSA Ministériel
- Des recrutements supplémentaires d'agent·es dans les services paye du ministère. La CGT-Culture tient à souligner que cette situation n'est pas du fait des collègues des services de rémunération du ministère mais du fait de décisions ministérielles et des suppressions de postes qui dégradent leurs conditions de travail et ralentit grandement le règlement des services faits.

La CGT-Culture reste à la disposition de tous les personnels pour faire connaître au plus vite leurs situations au ministère pour des versements dès novembre